

Les présentes CGV s'appliquent à l'ensemble des relations contractuelles entre « le Façonnier ou F » et la société cliente ci-après dénommée « le Donneur d'ordres ou DO », concernant tout contrat, toute commande, et les commandes passées dans le cadre d'une « commande ouverte ». Conformément à l'article L441-6 du code de commerce, elles représentent le socle de la négociation commerciale. Toute dérogation aux présentes conditions générales doit faire l'objet d'une acceptation expresse et écrite du F. Elles font échec à toutes clauses contraires formulées d'une façon quelconque par le DO et qui n'auraient pas été acceptées expressément par écrit par le F. On entend par « écrit », au sens des présentes conditions générales, tout document établi sur support papier, ou par télécopie ou, sous réserve d'accord préalable des deux parties, par voie électronique. Les contrats et commandes passés entre le F et le DO consistent en des prestations de service de travail à façon (ou façonnage) fabriqué et/ou traité sur la demande du DO et par conséquent, quelle que soit leur forme, répondent par nature à la qualification juridique de contrat d'entreprise.

## 1. CONTENU ET FORMATION DU CONTRAT

1-1- Contenu du contrat : Font partie du contrat et ont seuls la qualité de documents contractuels :

- les présentes conditions générales,
- les conditions particulières acceptées par les deux parties, notamment le cahier des charges, dans la mesure où il a été expressément accepté
- la commande acceptée par tout moyen, notamment par accusé de réception ou confirmation de commande,
- les documents du F complétant les présentes conditions générales,
- Les études, devis et documents techniques communiqués avant la formation du contrat principal et acceptés par les parties.
- Le bon de livraison
- la facture.

1-2 - Cahier des charges, appel d'offre et offre : Tout appel d'offre, toute commande, doivent être assortis d'un cahier des charges techniques comportant les spécifications nécessaires et notamment la nature du matériau employé et les traitements qui auraient déjà, le cas échéant, été réalisés sur ce dernier. L'offre n'est considérée comme ferme que si elle est assortie d'un délai de validité. De même, toute modification du cahier des charges ou aux pièces-typés soumises à titre d'essai le cas échéant, pourra entraîner la révision de l'offre en conséquence.

1-3 - Commande : Le contrat n'est parfait que sous réserve d'acceptation expresse de la commande par le F. L'acceptation de la commande se fait par tout moyen écrit. Toute commande expressément acceptée par le F, fermée ou ouverte, sera réputée entraîner l'acceptation par le DO de l'offre du Fournisseur.

1-3-1 - Commande fermée : La commande fermée précise de manière ferme les quantités, prix, délais et conditions logistiques.

1-3-2 - Commande ouverte : Sans préjudice des conditions définies par l'article 1174 du code civil, la commande ouverte doit répondre aux conditions mentionnées ci-dessous.

- Elle est limitée dans le temps par le délai convenu.

- Elle définit les caractéristiques et le prix des produits- Au moment de la conclusion de la commande ouverte, les quantités maximales, minimales et les délais de réalisation sont prévus.

- Le cadencement des ordres de livraison définit des quantités précises et des délais qui s'inscrivent dans la fourchette de la commande ouverte. Si les corrections apportées par le DO aux estimations quantitatives prévisionnelles de l'échéancier de la commande ouverte globale ou des ordres de livraison s'écartent de plus de 15 % du montant des dites estimations, le F évalue les conséquences de ces variations

En cas de variation à la hausse ou à la baisse, les parties se concerteront pour trouver une solution aux conséquences de cet écart, susceptibles de modifier l'équilibre du contrat au détriment du F.

En cas de variation à la hausse les conditions notamment de délais devront être revues et le F fera son possible pour satisfaire la demande du DO dans des quantités et des délais compatibles avec ses capacités (de production, de transport, de sous-traitance, de personnel, financières, etc...)

1-3-3 - Modification et annulation des commandes

Toute modification du contrat demandée par le DO est subordonnée à l'acceptation écrite et préalable du F.

La commande exprime le consentement du DO de manière irrévocable ; il ne peut donc l'annuler, à moins d'un accord exprès et préalable du F. Dans ce cas, le DO indemniser le F pour tous les frais engagés (notamment équipements spécifiques, frais d'étude, dépenses de main d'œuvre et d'approvisionnement, outillages) et pour toutes les conséquences directes et indirectes qui en découlent. En outre, l'acompte déjà versé restera acquis au F.

## 2. PRIX

2.1 - A défaut d'accord des deux parties sur un prix, avant l'exécution du travail, le prix sera facturé par le F sur la base de sa proposition. A défaut de proposition chiffrée, le F appréciera le prix du façonnage en fonction de ses propres données et critères, le DO devant régler le prix sur cette base.

Les prix sont établis hors taxes « départ d'usine ».

Le prix correspond exclusivement aux produits et façonnages spécifiés à l'offre.

Les paiements ont lieu en euros sauf dispositions particulières prévues au contrat.

Un forfait de prise en charge, sous la forme d'un minimum de facturation, sera facturé par le F.

2.2 - Les prix s'appliquent aux seules opérations de façonnage, à l'exclusion de tous frais accessoires tels que : port, frais de livraison, emballages, contrôles spéciaux, certificats de conformité, assurances spécifiques, taxes, etc...

2.3 - S'il existe une formule contractuelle de révision de prix, une facture complémentaire de celle faite au moment de la livraison sera établie en fonction de la date de parution des indices.

2.4 - Dans le cas de commandes répétitives la variation de la nature, de la qualité ou de la présentation du matériau de base ou des pièces entraîne une renégociation du prix.

## 3. DELAIS DE LIVRAISON

3.1 - Les délais de livraison courent à partir de la dernière des dates suivantes :

- date de l'acceptation définitive de la commande du DO,
- date d'arrivée chez les sous-traitants des pièces à traiter ainsi que de tous les documents techniques ou éléments matériels nécessaires à la réalisation des façonnages,
- date d'acceptation des pièces prototypes,
- date de paiement de l'acompte éventuellement convenu.

Sauf accord contraire, le délai de livraison ou d'exécution est réputé être indicatif.

3.2 - Les délais contractuels seront prolongés pour toute cause ayant placé le F ou le DO dans l'impossibilité de remplir ses obligations : cas de force majeure ou d'événements assimilables tels qu'intempéries, difficultés d'approvisionnement, arrêt accidentel de production, etc.

La partie défaillante doit informer l'autre de cette impossibilité dès sa survenance et l'une et l'autre doivent alors se concerter immédiatement pour convenir des dispositions à prendre.

3.3 - Lorsque les pièces ne sont pas enlevées par le DO dans un délai d'un mois après la notification de la mise à disposition, le F facturera des frais de magasinage et elles seront conservées aux risques et périls du DO.

A défaut d'enlèvement dans un délai de deux mois à compter du délai prévu, le F aura la faculté de disposer de ces pièces ou de les détruire, sous réserve d'en faire notification au DO.

3.4 - Toute clause pénale nécessite l'accord du F.

Des pénalités de retard de livraison ou d'exécution du façonnage ne pourront être appliquées par le DO que si elles ont fait l'objet d'un accord spécifique et écrit du F.

## 4. TRANSPORT

4.1 - D'une façon générale les conditions de F s'entendent pour pièces déposées et reprises en ses magasins ou ateliers par le DO. Les marchandises voyagent aux frais et aux risques et périls du DO quels que soient l'origine des emballages ou le mode de transport. Cette disposition s'applique aux différents transports, à savoir aux pièces à l'arrivée ou au départ, quels que soient les lieux d'expédition ou de destination.

4.2 - Dans le cas d'expédition des pièces par le DO au F, celle-ci doit être faite franco de port, sauf accord préalable. Le poids ou la quantité des pièces mentionnées sur les bordereaux d'expédition ne sont tenus pour valables qu'après réception par le F.

4.3 - Emballages : sauf stipulation contraire, le DO devra livrer ses pièces convenablement emballées pour éviter toute détérioration en cours de transport. Ces emballages devront pouvoir être réutilisés pour le retour.

En cas d'emballages détériorés ou insuffisants, le F est en droit de les remplacer et de les facturer, le DO en ayant été préalablement avisé.

4.4 - Au retour des pièces traitées, il appartient au DO de faire, dès leur réception, tout contrôle de poids et de quantité et de formuler éventuellement toutes réserves auprès du transporteur, sans que cela puisse d'ailleurs justifier un retard dans le règlement des factures du F.

4.5 - Si le F est chargé de procéder ou de faire procéder à l'expédition, il n'agit alors qu'en tant que mandataire du DO, notamment en matière de paiement. Il est alors fondé à facturer l'ensemble de ses débours et ses propres frais.

4.6 - Le DO, lorsqu'il a fait appel aux services du transporteur ou commissionnaire, ou qu'il l'a désigné, doit faire son affaire de la solvabilité de ce transporteur ou commissionnaire et garantit le F contre les conséquences de sa défaillance.

4.7 - Dans le cas où le DO a fait appel à un commissionnaire ou transporteur pour l'enlèvement des marchandises à destination d'un tiers :

- ce tiers aura la qualité de destinataire au sens de l'article L 132-8 du Code de commerce
- le DO aura la qualité d'expéditeur au sens de cet article et s'engage à signer la lettre de voiture.

## 5. CONDITIONS D'EXECUTION, DE RECEPTION ET DE GARANTIE

5.1 - Conditions d'exécution

5.1.1 - Le F s'engage à effectuer ses façonnages conformément au contrat et dans le respect des règles de l'art, selon les conditions d'intervention et de garantie précisées au 5.4 ci-après.

5.1.2 - Pour mener à bien les opérations et en accord avec le DO, le F se réserve le droit de procéder à la destruction de pièces à titre de réglage ou de contrôle en cours de fabrication ou après cette dernière.

5.1.3 - Pendant que les pièces sont entre les mains du F et notamment au cours de l'exécution du travail, la responsabilité du F est régie par les articles 1789 du Code Civil et suivants. Sauf convention expresse contraire, la responsabilité du F est limitée à la perte de son travail sur les pièces perdues ou détériorées à moins qu'il ne soit prouvé un manquement grave aux règles de prudence, de compétence et de diligence normalement requises pour un travail de ce genre.

5.1.4 - Par application de l'article 1790 du Code Civil, si la matière confiée au F avait des vices cachés et a péri ou a été détériorée par suite de sa mauvaise qualité, la valeur du traitement ou du revêtement effectués par le F sera à la charge du DO. Plus généralement, si les pièces brutes remises par le DO ou définies par lui présentaient des défauts de configuration ou de matière, le F ne pourrait être tenu pour responsable des détériorations subies sur ces pièces et pourra facturer au DO l'ensemble des frais correspondants.

5.2 - Conditions de réception

5.2.1 - S'il a été prévu une réception, les conditions doivent en être précisées d'un commun accord lors de la commande. A défaut, elles sont réalisées selon les conditions ci-après.

5.2.1.1 - Dans les ateliers du F : La réception aura lieu dans les ateliers du F à la date convenue entre les parties concernées. Si le DO ne se rend pas ou ne se fait pas représenter aux essais de réception, celle-ci est néanmoins réputée avoir été effectuée contradictoirement.

5.2.1.2 - Chez le DO ou l'utilisateur : La réception peut toutefois à la demande du DO être effectuée chez lui ou chez l'utilisateur final après accord du F.

5.2.1.3 - Sur pièces ouvragées, après revêtement ou traitement : Aucun essai de réception ne peut avoir lieu après usinage, montage ou installation, les pièces étant alors considérées comme réceptions et acceptées par le DO. Toutefois, une dérogation écrite à cette règle peut être admise dans le cas où le défaut n'est pratiquement décelable que par l'usinage ou le montage. Si au cours de ces opérations, aucun défaut n'a été décelé, aucune réclamation ne sera admise.

5.2.2 - Après réception, la responsabilité du F est dérogée pour tout défaut apparent ou que les moyens de contrôle utilisés lors de l'examen des pièces auraient dû normalement déceler.

## 5.3 - Contrôle après livraison

5.3.1 - A défaut de réception prévue contradictoirement, la réception est réputée contradictoire et acceptée au terme des 48 heures après la mise à disposition et de toute façon avant leur utilisation ou leur montage dans un ensemble ou sous-ensemble.

5.3.2 - Après ce délai, la responsabilité du F est dérogée pour tout défaut apparent ou par tout défaut que les moyens de contrôle normalement utilisés en ce domaine ou les moyens spéciaux employés par le DO, auraient permis de déceler.

5.4 - Conditions d'intervention du F : La responsabilité du F est strictement limitée au respect des spécifications du DO stipulées dans le cahier des charges ou dans tout autre document contractuel. En effet, le DO est en mesure, de par sa compétence professionnelle dans sa spécialité et en fonction des moyens industriels de production dont il dispose, de définir avec précision l'ouvrage en fonction de ses propres données industrielles ou de celles de ses clients et en fonction du type de matière à traiter, de l'usage qu'il destine à la pièce et du résultat industriel.

Le F devra exécuter l'ouvrage demandé par le DO, dans le respect des règles de l'art de sa profession.

## 6. RECLAMATIONS

6.1 - Toute réclamation doit être effectuée par écrit, immédiatement après la découverte du défaut. Toutes facilités doivent être accordées au F afin de reconnaître et limiter les conséquences de ce défaut.

6.2 - Une réclamation n'autorise pas le DO à effectuer lui-même ou faire effectuer par un tiers, la réparation des pièces litigieuses, sauf autorisation écrite du F.

## 7. RESPONSABILITE DU F EN CAS DE PERTES, DETERIORATIONS ET REBUTS DE PIECES

7.1 - En cas de perte ou détérioration de pièces au cours du travail ou de rebuts pour des défauts reconnus par le F, ce dernier sera tenu au choix du DO soit d'établir un avoir correspondant au travail fourni, soit de ré exécuter le travail à l'aide, lorsque c'est possible, des pièces d'origine, sinon avec de nouvelles fournies par le DO. S'il est prouvé qu'une pièce est irrécupérable, le sous-traitant peut être amené à participer à son remplacement pour un montant tout au plus égal à sa valeur hors taxes exprimée en prix de revient et qui en aucun cas ne saurait excéder deux fois le prix du revêtement ou du traitement. Pour pouvoir prétendre à une indemnisation complémentaire, le DO sera tenu de la demander dès la formation du contrat et en conséquence de déclarer par écrit la valeur du bien confié de manière à permettre l'évaluation du supplément de prix tenant à cette garantie complémentaire qu'il devra prendre en charge. Dans le cas d'une indemnisation par notre assurance, celle-ci se fera déduction faite du montant de la franchise en vigueur.

7.2 - Les pièces dont le DO a obtenu le retraitement sont retournées pour réparation dans les ateliers du F.

Dans ce cas, les frais tels que démontage, remontage et retrait sont à la charge du DO.

7.3 - A moins d'accord exprès du F, sa responsabilité est strictement limitée aux obligations ainsi définies et il ne sera tenu à aucune autre indemnisation pour quelque cause que ce soit.

## 8. CAS D'EXCLUSION DE RESPONSABILITE

8.1 - La responsabilité du F est exclue dans les cas suivants :

- s'il s'avère que la matière fournie ou imposée par le DO est défectueuse, non conforme à celle annoncée, non définie ou non adaptée au façonnage demandé ;

- dans le cas où le F n'aurait pas été maître ou informé des traitements effectués antérieurement à la remise des pièces ;

- en cas de défaut provenant soit de la géométrie des pièces, soit d'une conception ou d'un dépôt ou traitement imposés par le DO, soit d'une utilisation ou d'un stockage ou d'une manutention impropres des pièces traitées.

8.2 - En aucun cas le F ne pourra être tenu pour responsable des frais occasionnés par du matériel non conforme, expédié sur chantier sans avoir été contrôlé et réceptionné avant expédition.

8.3 - Le F ne prend aucun engagement en ce qui concerne les pièces prototypes ou d'essai pour lesquelles le DO prend l'entière responsabilité.

8.4 - Sur la demande du DO, le F peut faire des propositions en matière de traitement ou de revêtement. Le DO doit vérifier que ces préconisations sont compatibles avec un bon fonctionnement en utilisation dont le F n'est pas maître.

## 9. REGLEMENT

9.1 - Délais de paiement : Conformément à l'article L441-6 du Code de commerce tel qu'il résulte de la loi de modernisation de l'économie (LME) n°2008-776 du 4 août 2008, le délai convenu entre les parties pour régler les sommes dues ne peut dépasser quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture.

Les paiements ont lieu, sauf accord exprès particulier, au 30<sup>e</sup> jour suivant la date d'émission de facture.

Toute clause ou demande tendant à fixer ou à obtenir un délai de paiement supérieur au délai convenu ou à ce délai de trente jours qui représente les usages professionnels des industries mécaniques, pourra être considérée comme abusive au sens de l'article L 442-6 I 7° du Code de commerce tel qu'il résulte de la loi de modernisation de l'économie n°2008-776 du 4 août 2008 et est passible notamment d'une amende civile pouvant aller jusqu'à deux millions d'euros :

Les dates de paiement convenues contractuellement ne peuvent être remises en cause unilatéralement par le DO sous quelque prétexte que ce soit, y compris en cas de litige. Les paiements anticipés sont effectués sans escompte sauf accord particulier.

9.2 - Retard de paiement : En application de l'Article L 441-6 alinéa 12 du Code de Commerce modifié par la loi n°2012-387 du 22 mars 2012, tout paiement en retard rend exigibles de plein droit, dès le premier jour suivant la date de règlement figurant sur la facture :

1/ Des pénalités de retard.

Les pénalités de retard seront déterminées par l'application du taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de dix points.

2/ Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Cette indemnité est due en application d'une disposition de la loi du 22 mars 2012 applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Son montant est fixé par l'article D 441-5 du Code de Commerce.

En vertu de l'article L441-6 précité, lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le fournisseur est également en droit de demander une indemnisation complémentaire justifiée.

En cas de retard de paiement, le Fournisseur pourra exercer son droit de rétention sur toutes les pièces et outillages en sa possession (produits confiés ou fabriqués ou en cours de fabrication et fournitures connexes, outillages, etc) et procéder à la suspension des livraisons.

Le fait pour le F de se prévaloir de l'une et/ou de l'autre de ces dispositions ne le prive pas de la faculté de mettre en œuvre la clause de réserve de propriété stipulée à l'article 9.4.

9.3 - Compensation des paiements : Conformément à l'article L442-6 du code de commerce, le DO ne pourra débiter d'office ou facturer d'office le F pour des sommes qui n'auraient pas été expressément reconnues par lui comme dues au titre de sa responsabilité.

Tout débit d'office constitue un impayé et donne lieu à l'application des dispositions qui s'appliquent aux retards de paiement.

Seules les compensations opérées dans les conditions prévues par la loi sont possibles.

9.4 - Modification de la situation du DO : En cas de dégradation de la situation du DO constatée par des renseignements financiers et attestée par un retard de paiement ou quand la situation financière diffère sensiblement des données mises à disposition, la livraison n'aura lieu qu'en contrepartie d'un paiement immédiat.

En cas de vente, de cession, de remise en nantissement ou d'apport en société de son fonds de commerce, ou d'une partie significative de ses actifs ou de son matériel par le DO, comme aussi dans le cas de non-respect des délais de paiement ou dans le cas où la traite n'est pas revenue avec acceptation dans les sept jours de son envoi, le Fournisseur se réserve le droit et sans mise en demeure :

- de prononcer la déchéance du terme et en conséquence l'exigibilité immédiate des sommes encore dues à quelque titre que ce soit

- de suspendre toute livraison ou tout façonnage

- de constater d'une part la résolution de l'ensemble des contrats en cours et de pratiquer d'autre part la rétention des acomptes perçus, des outillages et pièces détenues, jusqu'à fixation de l'indemnité éventuelle.

9.5 - Réserve de propriété : Pour le cas où le F fournirait la matière en sus de son travail et pourrait être considéré comme vendeur, il est stipulé que le transfert de propriété n'intervient qu'après le règlement intégral des sommes dues. Le travail sera considéré comme un contrat de fabrication de produits spécifiques sur cahier des charges.

Toutefois, dès la livraison des produits, le DO devient responsable de leur bonne conservation et doit procéder à leur assurance.

## 10 - APPLICATION DE LA LOI SUR LA SOUS-TRAITANCE

Quand le contrat conclu s'inscrit dans une chaîne de contrats d'entreprises au sens de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975, le DO a l'obligation légale de faire accepter le F par son propre DO. Il a également l'obligation de faire accepter les conditions de paiement du F par celui-ci.

Le DO, s'il n'est pas lui-même le client final, s'engage à exiger de celui-ci le respect des formalités requises par la loi de 1975.

Conformément à l'article 3 de cette loi, l'absence de présentation ou d'agrément entraîne l'impossibilité pour le DO d'invoquer le contrat à l'encontre du F. Cette impossibilité vise notamment les mises en cause relatives aux éventuels défauts de conformité au cahier des charges. Toutefois, conformément au dit article, le DO reste tenu envers le F, son sous-traitant, d'exécuter ses obligations contractuelles.

Par ailleurs, le DO doit, s'il a connaissance de l'existence d'un sous-traitant, mettre en demeure l'entrepreneur de respecter les obligations issues de la loi. A défaut, il engage sa responsabilité au titre de l'article 14-1 de la loi de 1975.

Au titre des présentes conditions générales, la loi de 1975 est considérée comme loi de police internationale applicable par l'intermédiaire du DO aux clients finaux quel que soit le pays où ils sont établis.

## 11 PROPRIETE INTELLECTUELLE, CONFIDENTIALITE

Le F conserve l'ensemble de la propriété intellectuelle et le savoir-faire liés aux outillages, séquences ou procédés qu'il met en œuvre.

La participation totale ou partielle du DO au coût de l'outillage n'entraîne ni le transfert de la propriété de l'outillage, ni le transfert de la propriété intellectuelle et du savoir-faire qui y sont attachés.

Tous les documents transmis au DO et notamment les documents techniques, sont confidentiels et le DO s'engage à garder la plus stricte confidentialité sur les informations qu'ils contiennent.

## 12 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de contestation, les parties rechercheront une conciliation, éventuellement par l'entremise de leurs organisations professionnelles respectives.

Au cas où cette conciliation s'avérerait impossible, **la contestation sera soumise au tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social du F.**

## CONDITIONS GENERALES D'ACHAT (CGA)

Les présentes conditions d'achats définissent les modalités de passation et d'exécution des commandes de fournitures destinées à SERMIA. Le terme « fournitures » désigne indifféremment toutes les fournitures matérielles ou logicielles et toutes prestations objet de la commande.

Les conditions particulières apparaissant sur la commande, complètent et peuvent déroger aux présentes conditions générales; en cas de contradiction, elles prévalent sur les conditions générales.

Toute clause ou condition figurant sur les lettres, factures et autres documents émanant du fournisseur qui ne serait pas en accord avec les conditions de la commande est inopposable à SERMIA du fait que SERMIA ne se prévale pas à un moment donné de l'une quelconque des présentes conditions générales d'achat ne peut être interprété comme une renonciation à se prévaloir ultérieurement de cette condition.

### ARTICLE 1 PREAMBULE

Aucune fourniture ne pourra être effectuée à SERMIA si elle n'a fait l'objet d'un bon de commande émanant du Service des Achats de SERMIA. Les présentes conditions générales sont réputées acceptées intégralement et sans réserve par le fournisseur, dès le moment de la formation du contrat, tel que spécifiée à l'article 2 ci-dessous. Toute autres clauses, différentes ou contraires, qui pourraient figurer dans les conditions générales de vente du fournisseur ou dans sa correspondance, ne pourront obliger SERMIA qu'au cas et dans la mesure où elles ont été acceptées expressément par écrit par le Service des Achats de SERMIA.

### ARTICLE 2 COMMANDES

- 2.1. Pour être reconnues valables les commandes d'achats doivent être confirmées par imprimé de la commande SERMIA et être émises par le Service des Achats de SERMIA. Toute responsabilité est déclinée par SERMIA au cas où un fournisseur aurait commencé d'exécuter une commande qui n'aurait pas cette forme.
- 2.2. Le fournisseur devra accuser réception de la commande par écrit, au plus tard (huit) 8 jours calendaires après sa date d'émission, faute de quoi SERMIA se réserve le droit de résilier la commande à tout moment et par tout moyen à sa convenance et ce sans indemnité.
- 2.3. L'acceptation de la commande ou tout commencement d'exécution implique pour le fournisseur l'adhésion sans aucune réserve aux présentes conditions générales et à toutes les clauses et conditions de la commande. Dans le cas où le fournisseur émettrait des réserves celles-ci devront, pour être modifiables, faire l'objet d'un courrier motivé, distinct du formulaire standard d'accusé de réception du fournisseur et avoir été accepté par SERMIA par écrit.
- 2.4. Le fournisseur devra simultanément au retour de l'accusé de réception porter à la connaissance de SERMIA les fournitures Incluses dans la commande et faisant l'objet d'un contrôle de destination finale.

### ARTICLE 3 CONDITIONNEMENT (PRESERVATION contre CONTAMINATION) - TRANSPORT – LIVRAISON

Sauf conditions particulières ou recommandations spécifiques de la part de SERMIA, les fournitures commandées sont transportées sous la responsabilité du fournisseur, qui choisit son transporteur, souscrit à ses frais les polices d'assurances nécessaires à la garantie du transport et définit l'emballage et le conditionnement en fonction du mode de transport. En conséquence, les marchandises endommagées ne seront pas acceptées par SERMIA. Sauf dispositions particulières, les fournitures d'origine étrangères seront livrées « rendu droits, acquittés » (DDP lieu du destinataire, selon les incoterms CCI Edition 2010).

Les livraisons devront être conformes à la nature et aux quantités stipulées sur la commande. Tout excédent ou toute livraison partielle pourra être refusé. Chaque livraison devra obligatoirement être accompagnée par un bordereau de livraison mentionnant le numéro et la date de commande, la quantité, les références de SERMIA et la désignation des articles et produits livrés, ainsi que les références du fabricant. La signature et le cachet de réception de SERMIA qui devront être obligatoirement apposés par le service réception magasin sur le bordereau de livraison du fournisseur ou la lettre de voiture du transporteur, feront foi de livraison des marchandises.

Aux termes de la commande, le fournisseur est réputé connaître l'usage auquel les marchandises livrées sont destinée, le produit doit être nettoyé pour retirer les particules libres et les huiles de coupe restantes à la suite du processus de fabrication. Le produit fini doit ensuite être emballé individuellement et mis en boîte pour être protégé contre la contamination et les dommages lors du transport et du stockage.

Les paquets doivent être marqués pour pouvoir être identifiés. S'il s'agit de pièces spécifiques fournies ou modifiées pour la première fois, le fournisseur devra soumettre préalablement des pièces types ou échantillons pour validation. Dans le cas de l'application RoHS, le fournisseur s'engage à prévenir des obsolescences de composants et à soumettre le cas échéant à SERMIA une référence ou un composant équivalent pour validation. Aucun composant autre que ceux indiqués dans les documents officiels de SERMIA ne pourra être utilisé sans une validation expressément écrite de SERMIA.

### ARTICLE 4 DELAIS DE LIVRAISON

Les délais stipulés sur la commande s'entendent pour les marchandises rendues à destination. En cas de retard, il pourra être exigé que le fournisseur assure la livraison par les moyens les plus rapides et à ses frais. Tout retard de livraison permet l'annulation de tout ou partie de la commande par SERMIA et l'autorise à faire solder ladite commande par un autre fournisseur de son choix, les dépenses supplémentaires pouvant résulter de cette défaillance, étant supportées par le fournisseur.

### ARTICLE 5 OBJECTIF QUALITE

Le fournisseur s'engage à tout mettre en œuvre pour respecter l'objectif qualité fournit préalablement par SERMIA. En cas de non-respect de cet objectif qualité, la procédure suivante sera appliquée :

- Analyse en commun des défauts constatés et recherches des causes.
- Elaboration et mise en œuvre d'un plan d'amélioration visant à l'obtention de l'objectif qualité initial dans un délai fixé.

### ARTICLE 6 PLAN QUALITE

- 6.1. Les fournitures doivent être conformes aux indications portées sur la commande, aux spécifications d'achats SERMIA ou aux spécifications techniques du fournisseur si elles sont acceptées en tant que référence par SERMIA, et aux normes en vigueur.
- 6.2. L'acheteur est autorisé à faire contrôler et vérifier par ses représentants, dûment mandatés, la qualité des matériaux utilisés et des parties du matériel, tant pendant la construction qu'après l'achèvement. Ces contrôles et vérifications s'effectuent sur les lieux de fabrication, pendant les heures de travail normales après accord avec le vendeur sur le jour et l'heure de la visite.
- 6.3. Le vendeur ne peut se prévaloir du fait que cette surveillance a été exercée, pour prétendre être dégagé de la responsabilité, dans le cas où les fournitures sont refusées pour défauts quelconques. SERMIA se réserve le droit d'effectuer le retour au frais du fournisseur et de demander le remplacement ou le remboursement de toute marchandise non acceptée ceci indépendamment de l'application de la garantie légale couvrant la marchandise livrée et acceptée.
- 6.4. Les exigences et procédures relatives à la qualité sont formulées, soit dans le contrat qualité SERMIA soit par des spécifications particulières notamment des spécifications que le fournisseur aura en sa possession soit par défaut les dispositions des normes en vigueur (ISO 9001 : 2008, EN 9100 : 2009, ISO 14000 : 2004...)

### ARTICLE 7 REFUS ET REMPLACEMENT

Les marchandises livrées dont la recette ne pourra intervenir, pour quelque raison que ce soit, seront tenues à la disposition du fournisseur pendant un délai maximum de 15 jours à compter de la première réclamation de SERMIA. Passé ce délai, les marchandises qui n'auront pas été reprises ou pour lesquelles le fournisseur n'aura émis aucune instruction, lui seront expédiées à ses frais, risques et périls. Les fournitures, pièces ou matières refusées seront remplacées par le fournisseur, dans le cas contraire, leur contre-valeur sera automatiquement déduite du montant de la facturation correspondante.

#### **ARTICLE 8 REGLEMENTS**

Sauf accord particulier, les règlements interviendront à 45 jours fin de mois à réception du matériel par nos soins, par chèque ou billet à ordre. Le temps de contrôle et la réception définitive du matériel reçu par SERMIA ne pourra excéder 10 jours ouvrés. En cas de litige, SERMIA a la faculté de suspendre ses paiements.

#### **ARTICLE 9 POSITION DE SERMIA VIS-A-VIS DES TRANSFERTS D'ACTIVITE**

Le fournisseur ne peut ni céder la commande, ni en sous-traiter l'exécution partielle ou totale sans accord écrit de SERMIA.

#### **ARTICLE 10 TRANSFERT DE RISQUE ET DE PROPRIETE**

10.1. Le transfert de propriété ne se fait qu'après déballage, contrôle qualitatif et quantitatif, nonobstant toute clause de réserve de propriété insérée dans les documents du fournisseur. Pour les achats effectués à l'intérieur du territoire français, le transfert des risques s'effectue à la livraison des fournitures au lieu indiqué sur la commande après la signature des bordereaux de livraison de SERMIA. Pour des achats effectués à partir des pays étranger, il sera référencé au cas par cas selon l'incoterm choisi.

10.2. Le moment du transfert des risques est déterminé par le moment du transfert de la propriété.

#### **ARTICLE 11 OUTILLAGES ET PERENNITE**

Les outillages spécifiques, moules, écrans de sérigraphie sont la propriété de SERMIA et doivent être identifiés comme tels. Ils ne peuvent être utilisés que pour satisfaire nos commandes et devront être restitués à SERMIA en pleine propriété et sans délai à la première demande de SERMIA ou dès que le fournisseur n'en a plus l'utilisation.

#### **ARTICLE 12 PRIX**

Sauf dérogation stipulée sur la commande, les prix sont indiqués pour des marchandises livrées franco de port et d'emballage à la destination indiquée. Toute facturation faisant apparaître des prix différents de ceux figurant sur la commande sera renvoyée au fournisseur. Aucune clause de révision des prix, quels que soient les indices retenus, ne pourra s'appliquer si une telle révision n'est pas mentionnée de façon explicite sur la commande. Toute indexation éventuelle, imputable aux fluctuations monétaires, sera calculée sur la base de 80 % du prix du produit. A défaut de toute indication contraire, les prix figurant sur la commande s'entendent comme étant des prix fermes, définitifs et irrévocables.

#### **ARTICLE : 13 FACTURATION**

Le fournisseur devra adresser ses factures au plus tard huit jours ouvrables après livraison des marchandises. La date de réception définitive des fournitures détermine l'époque du règlement, quelles que soient les dates figurant sur les factures ou sur les bordereaux de livraison. Les factures devront être établies en triple exemplaires et comporter obligatoirement les références de la commande et du bordereau de livraison.

#### **ARTICLE 14 CONFIDENTIALITE DES INFORMATIONS**

Le fournisseur s'interdit d'utiliser et s'engage à conserver secret, pendant l'exécution de la commande et après sa livraison, toute information portée sur la commande ou dont il aurait pu avoir connaissance. En outre, le fournisseur doit notamment prendre toutes les dispositions pour que les spécifications, plans relatifs aux commandes SERMIA, ne soient ni communiquées, ni dévoilées à un tiers soit par lui-même, soit par ses propres préposés et/ou sous-traitants.

#### **ARTICLE 15 SURVEILLANCE DES FOURNITURES APPROVISIONNEES**

En application du cahier des clauses administratives particulières communes relatives à l'assurance qualité des fournitures applicables aux marchés notifiés par la DGAC ou d'autres organismes du Ministère de la Défense, la présente commande est susceptible d'être surveillée par les clients de SERMIA et par les services officiels mentionnés ci-dessus. De ce fait un droit d'accès aux zones nécessaires à leur action de surveillance doit leur être autorisé et le fournisseur doit tenir à leur disposition les preuves d'assurance de la qualité nécessaire à l'exercice de leur mission.

#### **ARTICLE 16 GARANTIE**

Le fournisseur garantit que les marchandises sont neuves et exemptes de vices. Le fournisseur est tenu à ses frais (y compris les frais d'emballage et le transport) soit de remplacer les marchandises, soit de les réparer. Les marchandises remplacées ou réparées sont à nouveau couvertes par la même garantie. Le fournisseur garantit les marchandises livrées pendant un délai d'une année à compter de la date de mise en service du produit chez l'utilisateur final, sauf dispositions particulières. En outre, et sans limitation de durée, le fournisseur répond des dommages, des désordres et vices de fabrication de sa fourniture.

#### **ARTICLE 17 PENALITES**

En cas de non-respect des délais contractuels par le fournisseur, SERMIA se réserve le droit d'appliquer des pénalités de retard représentant 5 % du montant de la commande par quinzaine de retard, qui seront retenues dès l'émission du ou des règlement(s) sans qu'il soit procédé à d'autres formalités, l'échéance du terme valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 18 INCOTERMS**

L'interprétation des termes commerciaux internationaux est régie par les « incoterms 2010 » publiés par la Chambre de Commerce Internationale.

#### **ARTICLE 19 CONTESTATION**

De convention expresse, toutes contestations de quelque nature qu'elles soient, y compris celles concernant la validité de l'achat seront de la seule compétence des Tribunaux du siège social de SERMIA Ceci, même au cas où les conditions de vente de la personne physique ou morale bénéficiaire d'une commande de SERMIA, prévoiraient une compétence différente ou aux cas où des dispositions légales ou réglementaires, qui ne seraient pas d'ordre public, prévoiraient également une autre compétence. La commande passée par SERMIA entraîne dérogation aux conditions générales de vente de son fournisseur de même qu'aux conditions des articles 42 et 46 du Nouveau Code de Procédure Civile.